Faut-il une nouvelle loi sur lâ€™eau en France ?

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
March 2022

Les nombreux enjeux auxquels la France a Ã©tÃ© confrontÃ©e depuis plus de 50 ans (santÃ© et salubritÃ© publiques, dÃ©veloppement Ã©conomique, bon Ã©tat des masses d'eau...) ont faÃ§onnÃ© la politique de l'eau en France autour de trois lois majeures : la loi du 16 dÃ©cembre 1964 , la loi du 3 janvier 1992, et la loi du 30 dÃ©cembre 2006, intÃ©grant la directive-cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. Aujourd'hui, force est de constater que la politique de l'eau en France est une politique de gestion responsable, disposant d'outils contractuels, financiers et rÃ©glementaires performants. Pourtant, les objectifs que cette politique s'est fixÃ©e ne sont pas atteints : non-atteinte du bon Ã©tat des masses d'eau, condamnations rÃ©guliÃ¨res pour non-respect des directives Eaux RÃ©siduaires Urbaines et Nitrates, dÃ©gÂ¢ts considÃ©rables dus aux inondations et aux sÃ©cheresses de plus en plus intenses...Â Alors, d'oÃ¹ viennent les dysfonctionnements ? De rÃ©cents rapports et dÃ©bats, comme le rapport parlementaire Richard / Jerretie ou le dÃ©bat sur la gestion de l'eau au SÃ©nat, explorent de nouvelles pistes pour que notre politique soit Ã la hauteur des enjeux climatiques et de la nÃ©cessaire transition Ã©cologique qu'ils imposent. L'idÃ©e d'une nouvelle loi sur l'eau est ainsi apparue dans certains Ã©changes, notamment lors de la journÃ©e sur les 30 ans de la loi sur l'eau de 1992. Le Cercle FranÃ§ais de l'Eau vous propose donc d'en discuter ensemble, dans le cadre d'un cycle de confÃ©rences en 3 volets.

Volet 1 le 30 mars - Le point de vue des collectivitÃ©s et des institutions

Volet 2 le 13 avril - Le point de vue des services publics d'eau et des consommateurs

Volet 3 le 17 mai - Le point de vue des usagers en partage de l'eau

Inscriptions Â Â